



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-abondance-une-malediction>

Réflexion

L'abondance, une malédiction

?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1016 - décembre 2001 -

Date de mise en ligne : dimanche 24 août 2008

Date de parution : décembre 2001

Description :

Marie-Louise Duboin, revient sur l'analyse proposée par P. Viveret des notions de valeur, richesses et société d'abondance et rappelle ainsi les fondements des propositions distributistes.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Nous avons attiré l'attention de nos lecteurs sur le remarquable travail qu'accomplit notre ami Patrick Viveret dans le cadre de la mission "Nouveaux facteurs de richesse" que lui a confiée le Secrétariat d'état à l'économie solidaire. La revue bimestrielle Transversales, dans son numéro spécial d'août 2001 a publié ce rapport avec des commentaires et un épilogue dans lequel l'auteur du rapport rappelait que tout manuel d'économie commence par affirmer que pour produire il faut associer deux facteurs principaux de production que sont le capital et le travail. « C'est sur cette évidente apparence, poursuivait-il, que... libéralisme et marxisme ont construit... l'idée d'une infrastructure économique déterminante. Même le courant « abondanciste », issu des travaux de J. Duboin,... partage ce postulat... Pourtant, cette apparente évidence doit être réinterrogée à partir de plusieurs données ». M-L Duboin est tellement d'accord sur la nécessaire révision de certains postulats à la lumière de données récentes, qu'elle y apporte ici sa contribution par quelques réflexions :

Avant de reprendre ce débat, relisons les premières lignes du premier chapitre de l'Essai de mise à jour de l'économie politique intitulé Rareté et Abondance de Jacques Duboin, parce qu'elles sont à rapprocher des efforts que Patrick Viveret déploie dans le cadre de sa mission sur les facteurs de richesses : « Le terme "économie politique" ne vous a-t-il jamais surpris ? Si ces deux mots, pris séparément, ont un sens assez précis, réunis ils n'en ont plus du tout. C'est pourquoi une définition satisfaisante de cette science n'a jamais pu être donnée. » Cherchant cette définition, il poursuit quelques lignes plus loin :

Ainsi, en s'attaquant dans son rapport aux méthodes des comptabilités nationales, Patrick s'inscrit bien dans la suite de ce "petit nombre" que définissait Duboin : c'est bien pour affirmer que le but de l'économie devrait être de rechercher comment procurer aux gens bien-être, sécurité, culture et indépendance que, justement, plus d'un demi-siècle après la publication des lignes citées, il reprend le combat contre la tendance de l'économie "moderne" à ne s'intéresser qu'à l'aspect quantitatif de la production, à sa croissance et à ses rendements, aux dépens de l'homme et de son environnement.

Et puisque nous avons rouvert Rareté et Abondance, profitons-en pour voir s'il est vrai que Duboin suivait libéralisme et marxisme à propos des facteurs de la production des richesses. Il aborde ce sujet quelques pages plus loin, en précisant d'emblée qu'il y a non pas deux facteurs principaux de production, mais TROIS : la nature, le travail et le capital. Non seulement il n'o-met pas la nature, mais il la place en premier. Donc sur ce point précis soulevé par Patrick dans son épilogue de Transversales, nous tenons la preuve que les "abondancistes" ne partageaient déjà pas, en 1946, le postulat qu'il cite et désigne par "l'évidente apparence".

« L'économie politique serait ainsi la branche de la sociologie qui étudierait spécialement ceux des rapports humains tendant à la satisfaction du bien-être matériel des hommes. Ne serait-il pas plus logique alors de l'appeler l'économie sociale, par opposition à l'économie domestique dont on connaît le sens précis ? »

« Mais ici surgit un désaccord. L'économie sociale devrait chercher à rendre les hommes plus heureux, en leur procurant bien-être, sécurité, culture, indépendance. Or, pour la plupart des théoriciens orthodoxes, l'économie politique n'aurait d'autre objet que de constater ce qui existe : ce serait une science de pure observation. D'autres économistes, en petit nombre, estiment justement que c'est insuffisant : cette science devrait rechercher ce qui devrait être ; puis découvrir ce qu'il faut faire pour que cela soit. Malheureusement, cette conception d'une économie politique agissante n'est pas partagée par les purs entre les purs. Pour eux, il faut qu'elle reste passive, car les rapports humains d'ordre matériel seraient, disent-ils, aussi immuables que ceux existant entre l'oxygène, l'hydrogène et l'azote. Ces partisans de l'économie pure prétendent que l'économique "c'est ainsi qu'ils s'expriment" serait une science exacte et aurait le droit d'employer la méthode mathématique. Nous retrouverons cette tendance tout au long de nos recherches. »

Jacques Duboin, 1946

Nous sommes donc d'accord pour le remettre en question. Abordons ensemble les deux sujets que Patrick suggère : d'une part la nécessité de préserver les ressources écologiques, alors qu'elles sont considérées comme sans valeur économique, et d'autre part l'abondance, qui, selon lui, dominant dans la nature, aurait été considérée comme une malédiction génératrice d'angoisse. Et comme le premier sujet relève de la définition du concept de valeur et que Rareté et Abondance est resté ouvert, je relis dans le premier chapitre (voir encadré page suivante) comment Duboin tentait non sans humour, de cerner ce qu'on désigne par besoin, richesse, utilité et enfin valeur.

La face cachée de l'échange

Mais revenons à notre époque où le mépris de l'environnement a des conséquences si catastrophiques que l'opinion s'en inquiète. Pour arrêter les dégradations, on propose toutes sortes de réformes, mesures d'assainissement, lois, droits de polluer et taxes pour faire payer les pollueurs. Est-ce possible ? Protègera-t-on ainsi ce qui reste des richesses non renouvelables et la bio-diversité ? Peut-on voir dans des réparations la prospérité économique de l'avenir ?

Hélas, tout ce qui est proposé contre ce danger réel consiste à s'attaquer à certains de leurs effets et non à leur cause. On cherche ainsi à remplir le tonneau des Danaïdes, alors qu'il faudrait d'abord se demander pourquoi les ressources écologiques sont considérées comme sans valeur économique, comme le souligne Patrick.

La réponse est pourtant dans les manuels d'économie, et elle est simple : c'est parce que notre système est basé sur l'échange marchand. Cela veut dire que lorsqu'on parle de valeur, il est implicitement admis qu'il s'agit de la valeur d'échange, c'est-à-dire de sa valeur marchande.

Qu'on l'ignore ou qu'on l'oublie, on n'en voit pas les conséquences.

« ... les hommes se servent du même étalon pour mesurer la valeur des objets correspondant à leurs besoins physiologiques, c'est alors l'instinct de conservation qui les guide. Ainsi, comme on ne peut vivre que quelques minutes sans respirer tandis qu'on peut rester plusieurs jours sans manger, un homme en danger d'asphyxie accorde une plus grande valeur à une bouffée d'air pur qu'à un poulet rôti. Et l'affamé attache plus de valeur à un poulet rôti qu'à une oeuvre de Poussin. Mais si l'affamé, après avoir mangé son poulet s'en voit offrir un second, il accorde à celui-ci moins de valeur qu'à un verre de vin. C'est que la rareté, en intervenant, a permis de déterminer la valeur d'une chose par rapport à une autre.

» Quand l'abondance survient, toute valeur disparaît. En effet, la bouffée d'air pur avait une valeur énorme quand l'air était assez rare pour faire craindre l'asphyxie ; mais, quand les poumons sont pleins de l'air qu'ils réclament, l'air n'a plus de valeur économique. Pour l'affamé, le poulet rôti a une grande valeur tant qu'il est seul à sa portée. Le deuxième poulet vaut déjà moins qu'un bon verre de vin, mais aurait retrouvé toute sa valeur pour un autre affamé... Et il en est ainsi de tous les produits, même les plus spiritualisés. Ainsi fallut-il un jour arrêter les canonisations de crainte que l'abondance des saints ne fit perdre de la valeur à la sainteté : "ne multitudine sancti vilescerent in ordine".

» Quant à la valeur d'échange, elle a un sens plus précis. Comme son nom l'indique, c'est cette quantité relative des choses, en vertu de laquelle on obtient, en échange de l'une, une plus ou moins grande quantité de l'autre. Dans les pays où l'on se sert de monnaie qu'on donne contre quelque objet ou service, ou qu'on reçoit quand on fournit quelque objet ou service, la valeur d'échange est exprimée par les prix. Les prix varient donc avec la rareté des produits, puisqu'ils en expriment la valeur d'échange : ils augmentent avec la rareté et l'abondance les fait baisser. » J.D.

La raison en est peut-être que sous les mêmes termes se cachent des situations qui n'ont presque rien à voir. L'échange suggère l'idée de deux personnes qui échangent entre elles ce qu'elles ont fabriqué elles-mêmes. En entendant parler de marché on pense à celui qui se tient sur la place du marché local. Et parce que tout cela est sympathique, on dit qu'il faut garder le principe de marché et de l'échange parce que c'est ce qui fait le lien social. Sans se rendre compte que cet aspect de l'échange qui nous est familier n'est plus qu'un leurre par comparaison à la face cachée du principe sur lequel est fondé le système économique actuel. En voulant à tout prix conserver ce principe, non seulement on imagine a priori que tout système qui ne serait plus bâti sur lui supprimerait tout lien social, ce qui est absurde, mais, ce qui est bien pire, on s'aveugle, on ne voit pas que c'est admettre que tout ce qui n'a pas de valeur marchande n'a aucune valeur, avec toutes les conséquences immesurées que ceci entraîne.

La valeur des ressources naturelles

Considérer que les ressources naturelles n'ont pas de valeur est bien inhérent au fait que notre système économique est échangiste : ces ressources, indépendamment de leur abondance, sont gratuites parce qu'elles n'ont pas de valeur d'échange. à qui paierait-on l'air, en échange de quoi ?

Les sociétés primitives se sont trouvées sur une terre où tout était naturel, les premiers arrivés n'avaient donc qu'à se servir. Cela a duré très longtemps, jusqu'au néolithique quand l'homme a découvert que son travail lui permettait de tirer de la nature beaucoup plus qu'en se contentant d'être prédateur. Et ce travail est devenu d'autant plus nécessaire que sa race a crû et multiplié. Une famille s'attachait alors à un lopin de terre pour l'exploiter et en vivre, et dès lors il

était nécessaire qu'elle soit assurée d'en disposer assez longtemps pour récolter ce qu'elle avait semé. Le droit de propriété s'est ainsi institué, dont la défense a suscité bien des guerres. Mais tant qu'il restait des terres inconnues, tout nouveau venu pouvait espérer trouver à s'installer plus loin.

Ce n'est plus le cas. La terre a montré ses limites et il n'y a plus aujourd'hui un mètre carré de surface cultivable qui ne soit devenu la propriété de quelqu'un. Ainsi pendant des millénaires, l'homme a vécu directement de son travail d'exploitation des ressources que lui offrait la nature, mais c'est fini.

La situation a évolué, Duboin a insisté sur la façon dont la révolution mécanique l'a complètement transformée. Ce bouleversement a été encore plus radical et plus rapide ensuite.

Ainsi, les ressources naturelles ont toutes été accaparées. Même quand à l'origine elles n'appartiennent à personne (l'eau de pluie, les poissons de la mer...), c'est leur accès et leur mise à disposition qui sont devenus payables. L'eau, par exemple, reste une ressource naturelle gratuite. Mais rarement disponible naturellement. Son assainissement et sa distribution demandent d'abord des connaissances (de physique, chimie, géologie, géographie, hydrodynamique, mécanique, etc.) et puis de disposer des machines adaptées. Or ces machines ont été élaborées grâce aussi à la connaissance des lois de la physique et elles fonctionnent maintenant de plus en plus avec l'énergie tirée de la nature en appliquant ces mêmes lois, mais sous le contrôle de l'homme. Caractérisant objectivement les facteurs de production qui interviennent dans le contexte actuel, ils sont trois.

Le premier facteur est la nature. Or parmi les ressources naturelles, il n'y a plus guère que l'air qui soit encore directement accessible à tous.

Le second est la connaissance de la nature. Ce savoir est le fruit des recherches de toutes les générations au cours de l'évolution : c'est l'accumulation de leurs résultats qui permet aux générations suivantes de les appliquer et de faire de nouvelles découvertes : Bill Gates n'aurait pas pu faire fortune avec ses logiciels sans, par exemple, la découverte de l'électricité (phénomène naturel) et l'invention, il y a des siècles, de l'algèbre, dont celle de Boole au XIX^{ème}, etc.

Ce second facteur de production est aussi un patrimoine de l'humanité, il n'est pas la propriété d'un particulier qui pourrait le vendre.

Le troisième facteur est ce qui intervient dans la phase finale de la production : sa réalisation. Il est constitué, pour une part de plus en plus importante, de produits déjà élaborés (le capital physique) matières premières et énergie, et pour une autre part du travail humain présent : un peu de main d'oeuvre, mais de moins en moins, et beaucoup d'organisation (science qui s'est beaucoup développée récemment).

D'une abondance à l'autre

L'importance relative de ces trois facteurs a considérablement évolué au cours de l'histoire, et de plus en plus vite.

Dans les sociétés primitives, seul le premier facteur intervenait : c'est le don de l'univers, la société d'abondance du paléolithique que cite Patrick et qui peut tout aussi bien être caractérisée par l'absence de travail que l'homme doit fournir pour accéder aux richesses.

Après le néolithique, deux facteurs de production sont utilisés, ressources naturelles et main d'oeuvre. Mais au fur et à

mesure que le travail humain est nécessaire à la transformation des ressources naturelles, ces dernières sont accaparées : soit elles sont appropriées (la terre), soit leur exploitation est réservée à ceux qui disposent des moyens nécessaires (le capital). La société d'abondance a fait place à une société où les richesses ne sont plus disponibles directement mais par un échange, c'est-à-dire contre un pouvoir d'achat qui s'acquiert, quand on n'est pas l'héritier d'un capital, en participant au travail présent de leur exploitation.

Mais ce travail est fatigant, l'homme s'efforce donc d'inventer des outils pour alléger sa peine. Et sans doute aussi parce qu'il est curieux, il cherche à comprendre la nature et à tirer parti de cette connaissance. Les moyens de production se transforment ainsi au fur et à mesure que la science développe de nouvelles techniques qui ont pour effet de diminuer la part de main d'oeuvre requise. Ainsi le facteur travail humain présent, celui qui est nécessaire au stade final de la production, a fondu au cours de l'histoire, tandis que le second facteur, la connaissance de la nature, a pris la place prépondérante. Et il a participé, au cours de l'histoire, à la constitution de ce que les économistes appellent le capital physique (bâtiments, machines). Ainsi quand les marxistes affirment que « c'est le travail humain qui crée à lui seul l'ensemble des produits et des revenus »¹ ils omettent le second facteur parce qu'ils considèrent aussi qu'il n'est d'autre valeur que marchande.

Le résultat est là : nous sommes dans une société qui a tous les moyens pour produire des biens en abondance, mais ne nous laissons pas égarer par ce mot : elle n'a de commun avec "la première société d'abondance" citée dans Transversales que le fait qu'elle est produite avec très peu de main d'oeuvre humaine présente au stade final.

Les humains sont donc très loin, comme le dit Partick de « vivre le don de l'univers et de leur propre vie comme un cadeau ». Il est devenu impossible à l'homme de vivre de l'exploitation directe de la richesse fournie gracieusement par la nature. Cette abondance-là ayant été accaparée, son accès doit maintenant être acheté à ses propriétaires qui distribuent les moyens de paiement et les réservent à ceux dont ils peuvent tirer profit de leur travail présent, excluant tous ceux dont la production finale n'a pas besoin.

Définir la propriété : un choix de société

C'est bien parce que cette organisation de la société humaine nous paraît suicidaire, comme l'exprime Albert Jacquard, que nous proposons d'en changer.

Dès lors que le facteur prépondérant dans la production n'est plus le travail présent mais un patrimoine commun, il nous paraît juste que ces moyens de produire soient mis gratuitement à la disposition des entreprises, et que les richesses produites soient un bien commun de la société humaine. L'organisation de la société consistera alors à décider ensemble de l'orientation de l'économie et des moyens à y mettre puis de la distribution du pouvoir d'acheter, pour les consommer, les richesses produites. C'est en substituant au système marchand cette démocratie économique qu'on pourra remettre l'économie au service de l'homme.

Les règles économiques qui président à l'accès des biens sont restées celles de l'époque où le travail présent concernait pratiquement tout le monde, cet accès est encore réparti par l'intermédiaire du salaire.

Le système du marché implique en effet que le propriétaire (ou le groupe d'actionnaires propriétaires) d'une entreprise achète sur les marchés le travail humain et les produits élaborés dont il a besoin pour organiser la production au stade final, après quoi le produit fini est sa propriété et il est libre d'en tirer le meilleur prix.

Et l'entreprise capitaliste est ainsi le coeur du système marchand. Tout passe par elle. Elle dispose gratuitement des

deux premiers facteurs de production, la nature et la science, qui, appartenant à tous ne sont à personne en particulier, elle n'a pas à les acheter, on peut dire qu'elle en hérite. C'est elle qui distribue le pouvoir d'achat en achetant le travail humain présent qu'elle utilise. Et comme les produits qu'elle choisit de créer sont ceux qu'elle espère vendre le mieux, elle définit l'orientation de l'économie vers son profit.

L'entreprise est le chef d'orchestre, mais n'a pas d'état d'âme. Elle a un seul objectif, clairement défini, son profit. Il est donc absurde d'espérer qu'elle puisse être moralisée et devenir "citoyenne" ! Sa logique est forcément : compétition oblige !

Patrick situe bien le problème actuel dans le titre qu'il a choisi : Définir la richesse : un choix de société car il ne s'agit pas de combattre certains effets du système sur la société ou sur l'environnement : il est inutile de s'obstiner à réparer les dégâts, parce qu'il y en aura forcément d'autres tant que la logique du système sera la même. Le problème est de savoir qui est propriétaire des richesses produites aujourd'hui, compte tenu des facteurs qui interviennent à tous les stades de cette production (et pas seulement au stade final).

Malheureusement, chacun ne voit qu'un aspect des choses, celui qui le touche de près ou selon ses aspirations propres. Les écologistes dénoncent le mépris de la nature, de sa diversité et de notre environnement. Les "antimondialisation libérale" dénoncent le sacrifice des ressources naturelles, y compris des ressources humaines sur l'autel du profit commercial. L'opinion commence à s'émouvoir quand elle apprend que des laboratoires pharmaceutiques vendent leurs produits à des prix qui en interdisent l'accès à la grande majorité des malades. Mais elle n'en est pas à remettre en cause la méthode de formation de ces prix. Il lui reste à découvrir que le point commun de tout ce qui est déploré ici et là, dans les pays industrialisés et leur Quart monde, comme dans les pays du Tiers monde qu'ils exploitent, réside dans la base du système de l'échange qui n'attribue de valeur qu'à ce qui se vend.

Et en attendant, pendant la division, la dictature règne.